

et sans État, sans travail et sans argent : le communisme libertaire.

Et pour conclure, pour notre part, cette recension, nous pouvons dire que ce livre est véritablement une bonne surprise. Loin d'être un pensum indigeste et doctrinaire, il fait preuve d'une réelle capacité à synthétiser les pensées des auteurs classiques de façon didactique afin de les reproblématiser autour des enjeux contemporains. Ce faisant il est un plaidoyer pour un anarchisme vivant qui n'hésite pas à se positionner et, au-delà des positions défendues, n'est-ce pas le plus important, qui donne à penser.

Gilles Gourc

Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, Agone, 2021, 486 p., 23 euros

Vit, meurt et ressuscite !

Quelle puissance, quel souffle ! S'appuyant sur quatre sources principales d'archives, plus de 90 journaux consultés et 1050 notes, *Les anarchistes dans la ville* est une somme qui fera date dans l'historiographie non seulement espagnole mais internationale. Son auteur, Chris Ealham, est un anglais aux origines modestes. Il découvre à l'adolescence, dans l'Angleterre thatcherienne, la culture anarcho-punk à travers le groupe Crass et l'organisation Rock Against Racism.

En échec scolaire jusque-là, sa curiosité intellectuelle va l'amener à changer et il va pouvoir intégrer l'enseignement supérieur en tant que boursier à la Queen Mary University de Londres. Il se passionne pour l'histoire de la gauche révolutionnaire pendant le cycle insurrectionnel de l'entre-deux-guerres en Europe, et sous la houlette de Paul Preston, historien de référence sur l'Espagne contemporaine et plus précisément la période de la Seconde République 1931-1939, il est amené à s'intéresser plus particulièrement à l'histoire de l'anarchisme espagnol et soutient en 1995 sa thèse de doctorat « Maintenir l'ordre pendant la récession : chômage, manifestations et ordre public dans la Barcelone républicaine 1930-1936 », matrice de l'ouvrage faisant l'objet de la présente recension. Il enseigne actuellement à la Saint Louis University de Madrid. Dénonçant dans la lignée de Preston un révisionnisme franquiste dans les études sur la guerre civile espagnole, il s'inscrit dans la tradition de l'école britannique d'histoire sociale d'Edward Thompson, promoteur de « l'histoire par le bas », son originalité étant de croiser avec l'histoire ouvrière la géographie urbaine pour faire ressortir l'influence de l'espace public sur le mouvement social. Et la Barcelone du premier tiers du XX^e siècle a constitué le laboratoire de cette opposition entre ville bourgeoise et ville ouvrière, et des stratégies mises en place par l'anarchisme pour non seulement résister à l'emprise bourgeoise mais mettre en place une structure alternative redonnant leur dignité aux « dépossédés ».

« La nécessité de pouvoir joindre les deux bouts était une justification suffisante pour enfreindre la loi »

Tout part de l'ambition, en 1859, de l'urbaniste progressiste Cerda, de relier la *Ciutat Vella* – la Vieille Ville –, réseau inextricable de petites ruelles, aux quartiers industriels avoisinants par une *Eixample* – Extension – qui devait devenir le cœur d'une nouvelle ville fonctionnelle, favorisant l'intégration sociale et le brassage des différentes classes, et où régneraient l'unité et l'égalité. Mais la soumission de ce plan Cerda aux seuls intérêts de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers : marchés non règlementés, corruption, spéculation immobilière, surdensification, le tua dans l'œuf.

Les loyers pratiqués étaient tellement exorbitants que les travailleurs modestes dans certains galetas payaient pour « dormir debout en s'appuyant contre une corde tendue au travers d'une grande pièce commune ». La bourgeoisie considérait ses ouvriers comme « une race inférieure et séparée ». Ces derniers – en grande majorité des travailleurs journaliers ou non qualifiés aux conditions de travail et de sécurité épouvantables – sur-ent toutefois s'organiser dans leurs quartiers prolétaires – les *barris* – pour mettre en place un « ordre combatif et auto-gestionnaire » mettant l'accent sur l'« obligation morale », favorisant ainsi

l'émergence d'une conscience de classe. La grande majorité de la classe ouvrière ne possédant rien, sa culture approuvait les « crimes sociaux et économiques » comme le maraudage, les petits délits sur les lieux de travail comme la « per-ruque », voire des razzias sur des magasins de denrées alimentaires, car la nécessité de pouvoir joindre les deux bouts était une justification suffisante pour enfreindre la loi.

Dans ce contexte, les anarchistes, fervents défenseurs de la libre expression spontanée des masses, mettant en avant le « droit à la vie » comme un droit inaliénable, usant pour ce faire de n'importe quel moyen, légal ou illégal, eurent rapidement les faveurs du monde ouvrier. Regroupés au sein de la Confédération Nationale du Travail – la CNT

fondée en 1910 –, ils organisèrent la résistance au Capital et à l'État en installant dans leurs locaux syndicaux des comités de quartier avec pour objectif de « régler tous les problèmes du quotidien ». Ils surent intégrer également la masse des migrants, principalement des andalous miséreux attirés par la Catalogne, premier

bassin industriel du pays, en leur offrant des espaces de socialisation avec ses locaux syndicaux où ils recevaient un soutien pratique conséquent concernant le marché de l'emploi et du logement. L'autre institution mise en place dans cette sphère publique prolétarienne, c'est



l'athénée, centre populaire culturel et social qui, en lien avec le réseau des écoles rationalistes fondé par le pédagogue libertaire Francisco Ferrer, propageait

une culture anticléricale qui défiait l'obscurantisme de l'éducation religieuse et la culture de la hiérarchie de l'éducation d'État.

Pour contrer cette alternative naissante et grandissante, l'aile radicale de la bourgeoisie – la *Lliga Regionalista* – n'hésita pas à engager une offensive antisyndicale féroce, ce qu'on a appelé à partir de 1919 la période du pistolérisme au cours de laquelle nombre de *cenetistas* militants furent emprisonnés ou assassinés, à l'instar du dirigeant cénétiste Salvador Seguí en mars 1923 par des hommes du *Sindicat Lliure* stipendiés par le patronat catalan et sous la protection du gouverneur civil de Barcelone. À la suite de cet assassinat du principal tenant du « possibilisme libertaire », l'initiative passa aux partisans de la lutte armée contre le Capital et l'État, les « groupes d'action » décidés à défendre par les armes le droit de la CNT d'être dans les rues, l'un des plus importants et des plus spectaculaires étant *Los Solidarios*, avec Durruti, Francisco Ascaso et Garcia Oliver. Mais pour l'auteur,

ils échouèrent à développer une stratégie politique apte à mobiliser un grand nombre d'ouvriers. Leur lutte était celle d'une élite en armes, dotée d'un esprit de corps et d'un *modus operandi* qui lui étaient propres et qui tenaient les

grupistas relativement éloignés de la masse de la classe ouvrière.

« *Le pendule action-répression* »

Retour de balancier en 1930-1931 avec la priorité donnée au syndicalisme au quotidien plutôt qu'à l'objectif révolutionnaire ultime, raison aussi pour laquelle, au lieu de prôner le boycott électoral selon la tradition anarchiste classique lors des élections d'avril 1931 – boycott qui autrement aurait signé la remise du pouvoir entre les mains de la droite –, la CNT, qui appelait à l'amnistie des prisonniers politiques et sociaux, créa dans les *barris* un climat pro-ERC – Gauche Républicaine de Catalogne – laquelle promettait de « légiférer tout particulièrement en faveur de la classe ouvrière ». À Barcelone les républicains remportèrent 38 des 50 sièges du conseil municipal, et du balcon de la *Generalitat* leur leader Macia proclama « la République Catalane dans la République Fédérale Espagnole », et dans la foulée, des cénétistes marchèrent sur la prison de *la Model* pour libérer leurs compagnons de lutte. Macia proposa même à la CNT d'intégrer un gouvernement d'unité nationale catalane, une possibilité

dont même les plus modérés des cénétistes refusèrent d'entendre parler et qui aurait fait éclater le syndicat à coup sûr.

Mais la lune de miel fut de courte durée. Outre que les républicains étaient plus préoccupés d'égalité *de jure* que *de facto*, la loi républicaine renforça dans les

faits le statu quo socio-économique, se faisant ainsi le garant des inégalités. Fut ainsi très vite instaurée une « République de l'Ordre » avec cette martiale déclaration de Macia dès le 14 avril :

Quiconque perturbera l'ordre de la nouvelle république catalane sera considéré comme un agent provocateur et un traître à la nation.

Devant ce retournement de situation, la CNT se radicalisa et les groupes d'affinité radicaux – « successeurs » des groupes d'action, comme *Nosotros* par rapport à *Los Solidarios* – arrivèrent sur le devant de la scène dénonçant une forme de coexistence réformiste du courant anarcho-syndicaliste dominé par les *Treintistas*, « 30 cénétistes modérés occupant jusque-là des postes clés et qui, tout en réitérant les objectifs révolutionnaires ultimes, voulaient dans le court terme une période de paix sociale afin de permettre aux sections syndicales de fonctionner plus librement », avec la République. Pour décrire la stratégie préconisée pour éviter ce piège, Garcia Oliver, du groupe *Nosotros* qui faisait partie également de la FAI – Fédération Anarchiste Ibérique fondée à Valence en 1927 – recourait à l'image du

pendule action-répression : des mobilisations violentes menées par des petits groupes d'activistes susceptibles d'aider les masses à surmonter leur peur des forces étatiques répressives, l'armée et la

police. En se fixant le but de provoquer des violences de la part de l'État et de la droite, les partisans de cette « gymnastique révolutionnaire » espéraient créer une spirale de protestation capable d'attirer de vastes parties de la population jusqu'à ce que l'étincelle de l'incendie révolutionnaire dévore la République.

Réponse du pouvoir républicain : adoption dès le mois d'octobre d'une loi de « défense de la République », loi d'exception réduisant les libertés constitutionnelles et conçue non pas pour réprimer une menace réelle mais « pour éviter la menace de ce danger » ! Le patronat passant à l'offensive en refusant tout système de politique sociale développée, une partie significative de la population urbaine ne pouvait que transgresser la loi pour assurer sa sécurité physique et matérielle. Des denrées alimentaires de base étaient ainsi régulièrement réquisitionnées dans les boulangeries et épiceries et les propriétés des environs de Barcelone régulièrement pillées par les chômeurs, pratiques considérées comme parfaitement normales car dictées par la nécessité de survivre aux ravages de la récession, et faites dans l'écrasante majorité des cas aux dépens des classes moyennes et supérieures, véritables détentrices des richesses de la ville. Il en alla de même avec la grande grève de refus de payer des loyers exorbitants qui réunit plus de 100 000 locataires à la fin de l'été, le logement étant considéré par les grévistes

avec le crâne fissuré et des côtes cassées. Malgré ce, comme le souligne Chris Ealham,

les radicaux, imperturbables, continuaient de penser qu'ils n'avaient besoin ni des communistes, ni des socialistes, ni même des anarcho-syndicalistes, pour donner de l'élan au processus révolutionnaire.

L'ultime tentative insurrectionnelle eut lieu le 8 décembre 1933, peu après les élections générales de novembre 1933 pour lesquelles, à la différence de 1931, la CNT et la FAI se prononcèrent pour « la grève électorale » et l'abstention massive « témoignage du mécontentement généralisé de la classe ouvrière à l'égard de la République et montra que, comme auparavant, les ouvriers pensaient les élections et les gouvernements incapables de changer le sort des dépossédés ». Mais lorsque les *faistas* passèrent à l'action, les autorités étaient prêtes à affronter l'émeute. Outre l'appui de la nouvelle loi « d'ordre public » récemment promulguée, permettant la suspension de la Constitution en période

d'agitation sociale et son remplacement par la loi martiale, les élections consacrèrent la montée en puissance de la CEDA – Confédération Espagnole des Groupes de Droite – qualifiée par l'auteur de « groupe quasi-fasciste », et débouchèrent sur un gouvernement de centre-droit. Résultat : les droits civils furent suspendus et les autorités militaires en profitèrent pour bloquer la sphère publique prolétarienne : « Toutes les sections syndicales et tous les journaux cénétistes furent interdits et des activistes influents comme Durruti arrêtés. » 40 000 ouvriers furent emprisonnés à travers toute l'Espagne qui « donnait l'impression d'un pays en dictature ». La stratégie des radicaux de la CNT-FAI, « incapables de transformer



des actions locales isolées en une opération plus offensive à même de conduire à un changement radical à un niveau régional ou national », avait échoué.

« *Les maîtres de Barcelone* »

L'élément déclenchant qui entraîna un nouveau changement de ligne de la CNT barcelonaise fut en octobre 1934 la « Commune Asturienne ». L'Alliance Ouvrière « qui réunissait des anarchistes, des communistes dissidents et orthodoxes et des socialistes », lança dans les Asturies « la plus grande insurrection ouvrière d'Europe depuis la Commune de Paris. Elle prit le contrôle des moyens de production et tint l'armée espagnole en respect pendant deux semaines. » Mais la CNT et la FAI catalanes étaient opposées à Barcelone à cette même Alliance Ouvrière, alliance antifasciste qu'elles accusaient d'être une coalition de leurs ennemis au sein du mouvement syndical, ce qui relevait pour l'auteur « d'un sectarisme peu clairvoyant ». Toujours est-il que pendant que les ouvriers asturiens se battaient pour la survie de la « Commune Asturienne », « Francisco Ascaso, membre de *Nosotros* et secrétaire de la fédération catalane de la CNT, appela le prolétariat barcelonais à retourner au travail »...

La CNT se devait de sortir de son isolement devant la détérioration de la situation politique.

Sa direction céda devant la vague de soutien populaire en faveur de l'unité antifasciste, le grupismo de 1932-1934 fut critiqué et dans

une lettre écrite en prison en 1935 Durruti admit que la scission qu'il avait un jour considérée comme un bien avait fragilisé et marginalisé la CNT.

Mais lorsqu'à la fin de l'année 1935 la CEDA, qui voulait cette fois remporter la mise à elle seule, provoqua des élections anticipées prévues pour février 1936, au lieu d'opter pour l'unité antifasciste révolutionnaire, la CNT se prononça pour le *Frente Popular* qui ressuscitait la coalition électorale républicaine socialiste interclassiste de 1931. Elle estima en effet que « la victoire du Front Populaire aurait pour conséquence une réouverture juridico-politique indispensable à la réorganisation et au développement des sections syndicales ». La victoire électorale, étriquée mais amplifiée en sièges gagnés aux Cortès, permit la libération des milliers d'ouvriers incarcérés depuis 1934 et un certain nombre de protocoles démocratiques fondamentaux furent rétablis. Les *treintistas* réintégrèrent « la famille libertaire » au congrès de Saragosse en mai 1936 et

sentant venir la conspiration de l'extrême-droite et des officiers réactionnaires, CNT et FAI réorganisèrent leur structure pour anticiper les luttes futures, préparant notamment un « projet de défense », plan de résistance du mouvement libertaire au coup d'État militaire à Barcelone.

Cénétistes et Faistes furent donc immédiatement à pied d'œuvre lorsque le

putsch militaire éclata et au soir du 19 juillet, après des combats particulièrement violents, l'occupation du siège de la Radio et du Central téléphonique ainsi que la prise d'assaut des deux casernes de la ville, avec l'appui des socialistes, des communistes dissidents du POUM – le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste – et des catalanistes et républicains des forces de sécurité, il était clair que la rébellion avait échoué et le « projet de défense » pour une bonne part fonctionné.

La CNT se retrouva en position dominante : elle représentait la plus grande force armée, était de facto la maîtresse des rues de Barcelone et même d'une grande partie de la Catalogne, ce qui créa une nouvelle situation révolutionnaire.

Le 20 juillet, le président de la Generalitat, Companys, ne pouvait qu'en convenir en s'adressant à la direction de la CNT-FAI :

Aujourd'hui, vous êtes les maîtres de Barcelone et de la Catalogne. Vous avez tout conquis et tout vous appartient. Si vous n'avez pas besoin de moi ou ne voulez pas de moi comme président de la Catalogne, je deviendrai un simple soldat de plus dans la lutte contre le fascisme.

Mais les militants réunis à la suite d'une assemblée convoquée à la hâte décidèrent, au nom de l'unité dans la

guerre contre le fascisme, d'engager le mouvement dans une « collaboration démocratique » et acceptèrent la création du Comité Central des Milices Antifascistes – le CCMA –, constitué de représentants de toutes les forces politiques et syndicales de gauche et, bien que dominé par les anarchistes, la légalité de l'État républicain fut ainsi préservée...

Ceci étant, les militants de la CNT-FAI réorganisèrent la production sans tarder, s'emparant des usines et des domaines agricoles. Rien qu'à Barcelone 3000 entreprises environ furent collectivisées, et les employeurs et les cadres qui n'avaient pas fui, notamment ceux qui avaient des compétences techniques, furent invités à rester, gagnant un salaire équivalent à celui des ouvriers.

Les barricades étaient l'instrument du pouvoir spatial du réseau de comités révolutionnaires locaux qui se mirent en place, contrôlant les entrées, les sorties et les mouvements à l'intérieur de la ville, formant ainsi « la cellule fondamentale du pouvoir révolutionnaire ». Avec le nouveau système de distribution mis en place, ceux qui ne trouvaient pas de travail avaient droit à des denrées alimentaires dans les magasins du quartier, conduisant ainsi à la disparition presque totale de la mendicité. Le développement des services de santé et de l'enseignement furent également un des grands acquis de cette période.

La violence révolutionnaire fut dirigée notamment contre les représentants de l'Église et les membres des forces



armées. Les attaques contre l'Église, qui soutenait les insurgés, signifiaient pour de nombreux ouvriers « la fin de la présence intrusive du clergé dans leur quotidien » et étaient « un coup porté à une structure d'oppression détestée ». Il y avait effectivement « un projet délibéré d'anéantir le dogme religieux afin de libérer l'espace urbain des influences corruptrices du clergé et de forger un nouvel espace sans religion ».

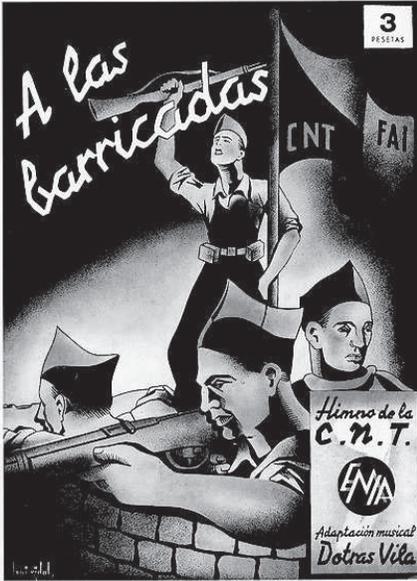
Pour Chris Ealham, on peut alors « distinguer trois pouvoirs majeurs : les organes de l'ancien État représentés par la Generalitat, la direction de la CNT-FAI et le pouvoir populaire ouvrier des comités révolutionnaires locaux et des comités d'usines ».

« *A las barricadas* »

Mais avec la nomination de trois ministres anarchistes en septembre, la Generalitat en profita pour prendre deux décrets « qui affirmaient le pouvoir officiel de l'État sur la révolution : dissolution des comités révolutionnaires locaux dominés par les anarchistes au profit de conseils municipaux où siégeaient tous les partis du Frente Popular, et légalisation des grands collectifs révolutionnaires, renforçant dans les faits le pouvoir de la Generalitat sur l'économie ». Et le 1^{er} novembre 1936, dissolution du Comité Central des Milices Antifascistes...

En novembre, la CNT-FAI entra au gouvernement central, ce qui l'amena à faire des concessions socio-économiques

et ne put que constater la montée en puissance des communistes orthodoxes du PSUC, le Parti Socialiste Unifié de Catalogne, qui allait vite s'avérer le champion du conservatisme social. Mais lorsque fin avril 1937, la Generalitat



poussa définitivement son avantage en décrétant que « les patrouilles de contrôles », place forte des anarchistes, devaient être désarmées afin de s'assurer le monopole du pouvoir armé, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et le 3 mai « la guerre civile dans la guerre civile » éclata dans la capitale catalane.

Même si les révolutionnaires eurent le dessus à Barcelone et presque partout en Catalogne, leur mobilisation manquait de coordination. Alors que les anarchistes radicaux du groupe des Amis de Durruti et les Poumistes prenaient les rues et le

contrôle des quartiers ouvriers, « aucun organe n'était capable de canaliser les énergies révolutionnaires contre l'État ». D'autant que les meneurs de la CNT-FAI, piégés dans leur logique de collaboration avec le Frente Popular, adoptèrent une position de conciliation dès le début des combats et finirent par négocier un compromis pour mettre fin au conflit, en appelant à démanteler les barricades, perdant ainsi « leur source principale de pouvoir qui se trouvait dans les rues ». C'est donc en toute logique que ces événements furent suivis par « l'éradication définitive du pouvoir révolutionnaire ».

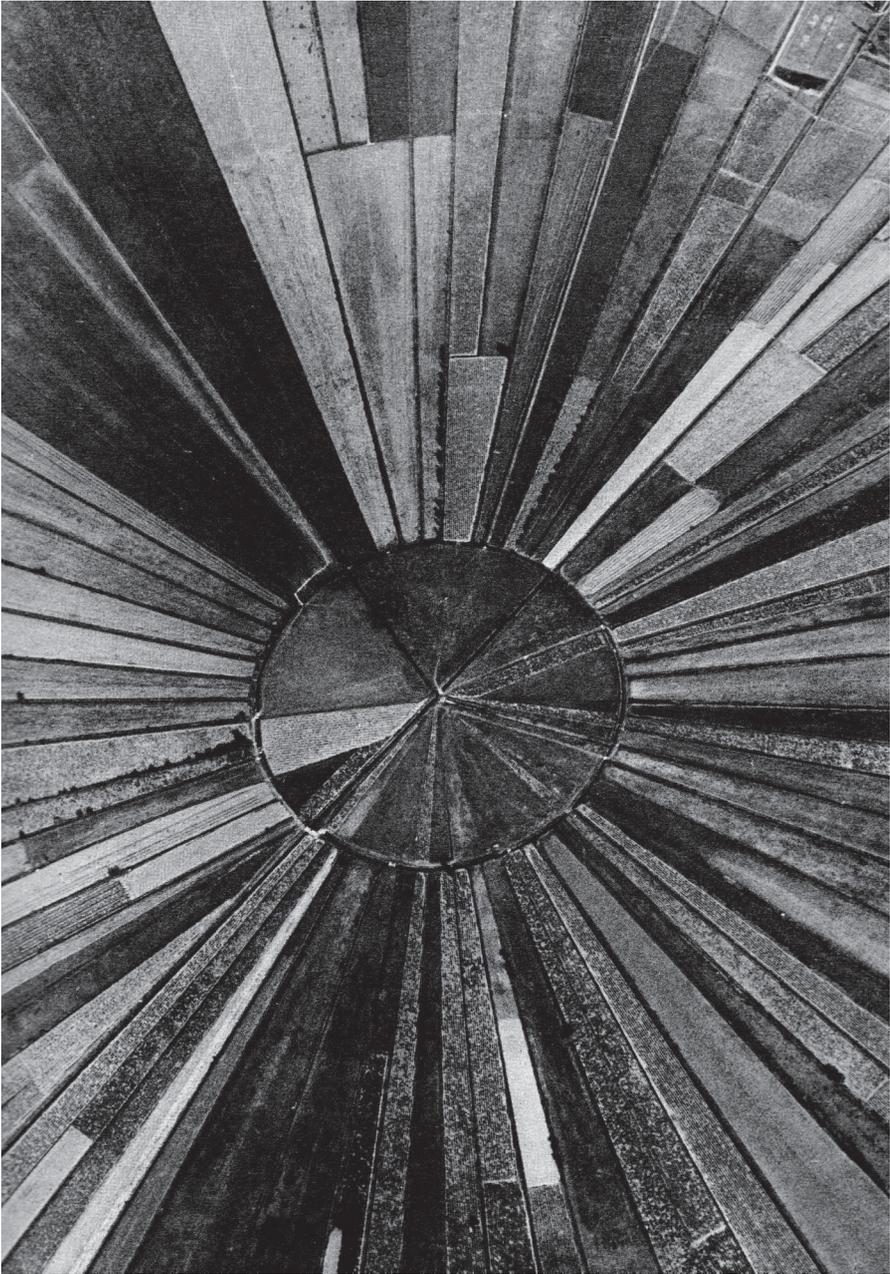
Pour l'auteur, les révolutionnaires ont manqué le coche car ils n'ont pas su

créer une structure institutionnelle globale capable de coordonner l'effort de guerre et d'harmoniser simultanément les activités des myriades de collectifs ouvriers.

Il n'en reste pas moins que dans une période de temps, sur un territoire et avec une population, tous significatifs, dans la région d'Espagne la plus avancée économiquement qui plus est, l'anarchie a pris son envol et s'est réalisée en actes ; et ça, non seulement on ne peut pas nous l'enlever, mais c'est en outre porteur d'avenir.

Adelante !

Jean-Jacques Gandini



Photographie de Georg Gerster, extraite du livre *Le pouvoir des plantes*, Hachette, 1977.